

Sénat de Belgique

Session ordinaire 2012-2013



5-238COM

**Commission de l'Intérieur et des
Affaires administratives**

Mardi 2 juillet 2013

Séance du matin

Annales

Belgische Senaat

Gewone Zitting 2012-2013

Handelingen

**Commissie voor de Binnenlandse
Zaken en voor de Administratieve
Aangelegenheden**

Dinsdag 2 juli 2013

Ochtendvergadering

5-238COM

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
cdH	centre démocrate Humaniste
Ecolo	Écologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Open Vld	Open Vlaamse liberalen en democraten
PS	Parti Socialiste
sp.a	socialistische partij anders
VB	Vlaams Belang

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire**Inhoudsopgave**

<p>Demande d'explications de M. Bart De Nijn à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «l'utilisation de la technique de la diffusion cellulaire lors de catastrophes» (n° 5-3618)4</p> <p>Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «l'intervention de bourgmestres dans les affaires de police» (n° 5-3610)6</p> <p>Demande d'explications de M. Guido De Padt à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «la réforme de la banque de données nationale générale» (n° 5-3619).....7</p> <p>Demande d'explications de M. Willy Demeyer à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «l'exécution complète de la réforme des zones de secours en 2014» (n° 5-3612)8</p> <p>Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «l'omerta très répandue au sein de la police» (n° 5-3633).....10</p> <p>Demande d'explications de Mme Zakia Khattabi à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «l'échéance du mandat du directeur francophone du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme» (n° 5-3679)12</p> <p>Demande d'explications de Mme Zakia Khattabi à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «la bénédiction des motos de la police fédérale» (n° 5-3680)13</p> <p>Demande d'explications de Mme Cécile Thibaut à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «la centrale nucléaire de Cattenom» (n° 5-3682)14</p> <p>Demande d'explications de Mme Helga Stevens à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «les contrôles de l'utilisation abusive des cartes et des places de stationnement réservées aux personnes handicapées» (n° 5-3688).....16</p> <p>Demande d'explications de Mme Helga Stevens à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «l'utilisation d'interprètes en langue des signes lors des communications de crise» (n° 5-3700)17</p> <p>Requalification en question écrite avec remise de la réponse18</p>	<p>Vraag om uitleg van de heer Bart De Nijn aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «het gebruik van de "cell broadcast"-techniek bij rampen» (nr. 5-3618).....4</p> <p>Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de interventie van burgemeesters in politiezaken» (nr. 5-3610).....6</p> <p>Vraag om uitleg van de heer Guido De Padt aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de hervorming van de algemene nationale gegevensbank» (nr. 5-3619).....7</p> <p>Vraag om uitleg van de heer Willy Demeyer aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de volledige uitvoering van de hervorming van de hulpverleningszones in 2014» (nr. 5-3612)8</p> <p>Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de wijdverspreide omerta onder politiemensen» (nr. 5-3633)..... 10</p> <p>Vraag om uitleg van mevrouw Zakia Khattabi aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de vervaldatum van het mandaat van Franstalig directeur van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding» (nr. 5-3679)..... 12</p> <p>Vraag om uitleg van mevrouw Zakia Khattabi aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de zegening van de motoren van de federale politie» (nr. 5-3680)..... 13</p> <p>Vraag om uitleg van mevrouw Cécile Thibaut aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de kerncentrale van Cattenom» (nr. 5-3682)..... 14</p> <p>Vraag om uitleg van mevrouw Helga Stevens aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de controles op het misbruik van parkeerkaarten en parkeerplaatsen voor personen met een handicap» (nr. 5-3688)..... 16</p> <p>Vraag om uitleg van mevrouw Helga Stevens aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «het inzetten van tolken gebarentaal bij crisiscommunicatie» (nr. 5-3700)..... 17</p> <p>Herkwalificatie als schriftelijke vraag met overhandiging van het antwoord..... 18</p>
---	---

Présidence de M. Philippe Moureaux*(La séance est ouverte à 10 h 40.)***Demande d'explications de M. Bart De Nijn à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «l'utilisation de la technique de la diffusion cellulaire lors de catastrophes» (n° 5-3618)**

M. Bart De Nijn (N-VA). – Les autorités belges n'utilisent toujours pas la technique de la diffusion cellulaire, alors que certains États membres de l'Union européenne comme les Pays-Bas l'expérimentent déjà et que dans d'autres elle appartient déjà aux techniques de routine. La diffusion cellulaire permet la transmission d'un message standard à toute une région au départ d'un mât de transmission déterminé. Elle permet d'avertir plus rapidement du danger les personnes situées dans des zones sinistrées et de les informer des mesures à prendre ou des instructions à suivre. Ce système ne nécessite pas d'accès à une banque de données de numéros de téléphone.

Une question relative à l'utilisation de cette technique avait déjà été posée au Sénat à la fin 2009. Le ministre compétent de l'époque avait déclaré que quelques problèmes devaient encore être résolus avant d'envisager son utilisation. Les obstacles techniques et pratiques étaient entre autres l'impact financier, l'adaptation du système aux besoins des citoyens, la compatibilité avec les systèmes actuels et les aspects juridiques. Il fallait selon le ministre passer d'abord par une concertation et une harmonisation au niveau européen.

J'aimerais que le ministre me dise si une concertation a déjà eu lieu tant au niveau national qu'au niveau européen, quels en ont été les résultats et quelles initiatives et mesures ont déjà été prises. Pourquoi cette technique n'est-elle toujours pas en usage dans notre pays ? Les freins et obstacles ont-ils été levés entre-temps ? Envisage-t-on de d'utiliser ce système à l'avenir ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – L'idée d'informer et d'alerter la population à l'aide d'un système de services basés sur la géolocalisation, dont la diffusion cellulaire, retient pleinement notre attention. Nous suivons de près le projet NL-Alert de nos voisins du nord.

Il n'est pas nécessaire que les citoyens se signalent au préalable mais ils doivent activer cette fonction sur leur appareil mobile, sachant que tous les appareils n'offrent pas cette fonction. Actuellement, nous n'atteignons pas encore la portée souhaitée.

Différentes actions ont déjà été lancées. À mon initiative, nous travaillons ainsi avec le ministre de l'Économie et l'IBPT à une législation visant à ce que les opérateurs des réseaux mobiles offrent un système d'information à la population. Il a par ailleurs été demandé que les difficultés pratiques soient résolues. Le texte sera inséré dans le projet de loi portant des dispositions diverses.

Au niveau européen, le European Telecommunications

Voorzitter: de heer Philippe Moureaux*(De vergadering wordt geopend om 10.40 uur.)***Vraag om uitleg van de heer Bart De Nijn aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «het gebruik van de “cell broadcast”-techniek bij rampen» (nr. 5-3618)**

De heer Bart De Nijn (N-VA). – De techniek van cell broadcast wordt nog steeds niet gebruikt door de Belgische overheid, terwijl andere EU-landen, zoals Nederland, hiermee al experimenteren en het in andere landen al routine is. Bij cell broadcast wordt een standaardbericht vanuit een bepaalde zendmast naar een heel gebied gestuurd. Mensen in rampgebieden worden hierdoor beter en sneller op de hoogte gebracht van dreigend gevaar en van de maatregelen die ze moeten nemen of de instructies die ze moeten volgen. Hiervoor is geen databank met telefoonnummers vereist.

Eind 2009 werd in de Senaat reeds een vraag gesteld over het gebruik van cell broadcast. De bevoegde minister verklaarde toen dat enkele problemen moesten worden opgeklaard voordat de invoering ervan kon worden besproken. Praktische en technische hinderpalen waren onder meer de toepasselijkheid, de financiële consequenties, de aanpassing aan de noden van de burgers, de verenigbaarheid met de huidige systemen en de juridische aspecten. De minister wees erop dat eerst Europees overleg en een Europese harmonisatie vereist waren.

Ik had van de minister dan ook graag vernomen of hierover al overleg werd gepleegd, zowel nationaal als Europees, welke daarvan de resultaten zijn en welke initiatieven en maatregelen al werden genomen. Waarom wordt dit systeem nog steeds niet toegepast in ons land? Zijn de belemmeringen en hinderpalen inmiddels opgelost? Zijn er plannen om in de toekomst van dit systeem gebruik te maken?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – Het principe van het alarmeren en informeren van de bevolking via een systeem van location-based services (LBS), waaronder cell broadcast, geniet onze volle aandacht. We volgen het project NL-Alert bij onze noorderburen van nabij op.

Het is niet nodig dat burgers zich vooraf aanmelden, maar ze dienen die functie wel op hun mobiele toestel te activeren, al bieden niet alle toestellen deze functie aan. Het gewenste bereik voldoet momenteel nog niet aan de verwachtingen.

Inmiddels zijn al verscheidene acties opgezet. Zo wordt op mijn initiatief samen met minister van Economie Vande Lanotte en het BIPT aan een wetgeving gewerkt voor het ter beschikking stellen door de mobiele netwerkoperatoren van een systeem van informatie aan de bevolking. Bovendien werd opdracht gegeven de praktische knelpunten weg te werken. De tekst zal worden toegevoegd aan het wetsontwerp houdende diverse bepalingen.

Op Europees niveau heeft het European Telecommunications

Standards Institute a pris les premières initiatives pour définir les spécifications techniques d'un EU-Alert. Une harmonisation européenne s'avérerait effectivement très utile.

L'information de la population en cas de situation d'urgence est intégrée dans un cadre plus large qui ne prend pas seulement en considération la diffusion cellulaire. Be-Alert vise à la modernisation des canaux d'alerte et de communication. Les possibilités actuelles (sirène et voitures équipées de haut-parleurs) sont en effet limitées, tant sur le plan humain qu'au niveau du contenu et au niveau pratique, géographique, technique et linguistique. Des instruments complémentaires, dont les messages ne se limitent pas à un simple signal d'alerte, permettent d'alerter rapidement et précisément la population concernée.

Le projet Be-Alert permet à toutes les autorités responsables de la gestion des crises, d'actionner le canal d'alerte disponible grâce à une approche intégrée. Le projet est conçu de manière modulaire. Le cahier des charges sera publié dans les prochains mois à l'occasion d'un appel d'offres européen.

On part d'un module de base, dont les fonctions sont au moins identiques à celles du système disponible à Wetteren. Cela implique la constitution d'une banque de données des habitants et de leurs coordonnées, permettant la diffusion de messages par téléphone, par SMS, par courriel et par les réseaux sociaux.

Be-Alert peut être enrichie de services basés sur la géolocalisation, comme la diffusion cellulaire, permettant de diffuser des messages dans une région déterminée sans devoir au préalable recueillir des données. Les deux systèmes sont donc complémentaires et permettent d'alerter à la fois certains groupes cibles spécifiques ou toutes les personnes concernées.

Dans une troisième phase, il sera possible d'intégrer un Radio Data System (RDS), des panneaux d'information au-dessus des autoroutes, une sirène électronique et des modules supplémentaires.

J'ai parlé tout à l'heure des raisons pour lesquelles notre pays n'a pas encore introduit la diffusion cellulaire. Parallèlement au lancement du module de base de Be-Alert, nous nous informons sur les expériences de NL-Alert. Vu les difficultés de ce système, nous avons conclu un contrat de consultance en vue d'analyser les possibilités des services basés sur la géolocalisation et d'obtenir un avis sur le meilleur choix possible.

Ma réponse indique clairement que nous avons bien l'intention d'utiliser un tel système.

Bref, nous devons encore parvenir à un consensus avec les opérateurs à propos de l'envoi gratuit d'un SMS. Le projet a été approuvé par le Conseil des ministres et les obstacles financiers qui existaient en décembre, ont été levés. Le projet de loi sera déposé au Parlement le plus vite possible.

M. Bart De Nijn (N-VA). – Je me réjouis que la ministre s'y emploie et que le système Be-Alert soit installé à l'automne. Chacun l'attend avec impatience puisqu'il peut apporter une aide supplémentaire en cas de catastrophe.

Standards Institute de eerste stappen gedaan om technische specificaties op te stellen voor een EU-Alert. Europese harmonisatie zou inderdaad soelaas brengen.

Naast cell broadcast wordt de waarschuwing van de bevolking bij een noodsituatie in een ruimer kader opgenomen. Be-Alert beoogt de modernisering van de verwittigings- en communicatiekanalen. De huidige mogelijkheden, om onder meer via een sirene en omroepwagens te waarschuwen zijn immers beperkt, zowel op menselijk als op inhoudelijk, praktisch, geografisch, technisch en taalvlak. Aanvullende instrumenten, vaak met boodschappen die inhoudelijk meer inhouden dan een louter alarmsignaal, komen tegemoet aan de noodzaak van snelle en duidelijke verwittiging van de rechtstreeks betrokken bevolking.

Het project Be-Alert maakt het voor alle overheden bevoegd voor crisisbeheer mogelijk, via geïntegreerde benadering het beschikbare verwittigingskanaal in te zetten. Het project is modulair opgevat. Het lastenkohier wordt de volgende maanden gelanceerd via een Europese aanbesteding.

Er wordt gestart met een basismodule, waarvan de functies minstens gelijk zijn aan het systeem dat in Wetteren beschikbaar is. Dat houdt in dat een databank wordt opgebouwd van de inwoners en van hun contactgegevens, waardoor het mogelijk wordt telefonische boodschappen te verspreiden, evenals een sms, een e-mail en berichten op de sociale media.

Be-Alert kan worden uitgebreid met location-based services, zoals cell broadcast, om boodschappen te verspreiden in een welbepaald geografisch gebied, zonder vooraf gegevens te moeten verwerven. Beide zijn dus complementair, zodat zowel specifieke doelgroepen of alle betrokkenen kunnen worden gewaarschuwd.

In een derde fase zijn een verdere integratie van RDS, infoborden boven snelwegen en een elektronische sirene, evenals bijkomende modules mogelijk.

Ik had het daarnet over de redenen waarom ons land nog niet is overgegaan tot de invoering van cell broadcast. Parallel met de lancering van de basismodule van Be-Alert wordt informatie ingewonnen over de ervaringen met NL-Alert. Gelet op de knelpunten van dat systeem, werd een consultatieopdracht gegeven, met het oog op een analyse van de mogelijkheden van LBS en advies omtrent de best mogelijke keuze.

Uit mijn antwoord blijkt duidelijk dat het in onze bedoeling ligt om van een dergelijk systeem gebruik te maken.

Kortom, we moeten nog een consensus bereiken met de operatoren over het gratis verzenden van een sms. Het project werd goedgekeurd door de Ministerraad en de financiële knelpunten die er in december nog waren, werden weggewerkt. Het wetsontwerp zal zo vlug mogelijk aan het Parlement worden voorgelegd.

De heer Bart De Nijn (N-VA). – Het stemt me tevreden dat de minister hier werk van maakt en dat Be-Alert in het najaar zal worden geïnstalleerd. Iedereen wacht er met ongeduld op, aangezien het een bijkomende hulp kan betekenen als zich een ramp zou voordoen.

Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «l'intervention de bourgmestres dans les affaires de police» (n° 5-3610)

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Je fais référence à ce qui s'est passé il y a quelques semaines dans la belle ville d'Aerschot.*

Le club de football d'une des entités communales organise un derby important. L'événement attire beaucoup de monde ce qui occasionne, comme effet pervers, des problèmes de parking aux abords immédiats du terrain de football. Qu'à cela ne tienne, les supporters abandonnent leurs voitures à des endroits où le stationnement est interdit. La police constate les faits et comme on peut s'y attendre dresse de nombreux procès-verbaux.

Cependant, le président du club de foot n'apprécie pas ce zèle policier et s'empresse de prendre contact avec le bourgmestre. Bien entendu, ce dernier aime les supporters de football et s'empresse lui de téléphoner au chef de la police pour le prier de « faire quelque chose ». L'effet de l'intervention est spectaculaire. Quelques minutes plus tard, on annonce aux supporters que toutes les amendes sont retirées et qu'aucun de ceux qui ont commis une infraction ne sera sanctionné. On entend s'élever des cris de joie.

Tout cela a l'air idyllique, mais c'est bien la vérité et cela se produit souvent, pas seulement à Rillaar, entité d'Aerschot. C'est humain mais quelques questions s'imposent.

Que pense la ministre de telles interventions ? Est-ce encore possible de nos jours et est-ce souhaitable ? Cela fait-il partie de notre culture ? Tous les bourgmestres sont inévitablement confrontés à de tels problèmes et certains interviennent. Quelles sont les directives, quelle approche faut-il adopter ? J'aimerais entendre le point de vue de la ministre à ce sujet.

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – *Une telle action est évidemment totalement inacceptable et illégale. Je viens d'apprendre comme M. Anciaux que le speaker du stade du FC Rillaar avait dit aux supporters qu'ils ne devaient pas s'inquiéter s'ils avaient laissé leur voiture sur la piste cyclable car ils ne recevraient pas d'amende. Cela n'est évidemment pas concevable. Le parquet a été avisé de l'incident et décidera d'ouvrir ou non une enquête. Pour de plus amples informations, je vous renvoie à ma collègue de la Justice.*

Il existe également une procédure disciplinaire mais elle est définie par l'autorité disciplinaire. En tant que ministre de l'Intérieur, je n'ai aucune compétence directe sur cette matière. Selon le chef de corps, la police locale n'a jusqu'à présent pas encore dressé de procès-verbal à charge des contrevenants et le bourgmestre n'a donné aucune directive. Il existe donc un certain flou en la matière.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Je comprends que la ministre de l'Intérieur ne puisse rien faire d'autre que de qualifier la situation d'inacceptable et d'illégale et je suis d'accord avec*

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de interventie van burgemeesters in politiezaken» (nr. 5-3610)

De heer Bert Anciaux (sp.a). – *Ik verwijs naar een voorval van enkele weken geleden in het mooie Aerschot.*

De voetbalclub van een deelgemeente speelt een belangrijke derby. Daar komt veel volk naar kijken, met een verhoogde parkeerdruk in de onmiddellijke omgeving van het voetbalterrein als ongewenst neveneffect. Geen probleem, de supporters raken hun wagen wel kwijt, ten overvloede op plaatsen die daarvoor niet geschikt en dus ook verboden zijn. De politie stelt dat vast en schrijft heel voorspelbaar de nodige processen-verbaal uit.

De voorzitter van de voetbalploeg kan die politieke beroepsernst echter niet echt waarderen en neemt prompt contact op met de burgemeester. Die heeft vanzelfsprekend een groot hart voor voetbalsupporters, telefoneert dus even prompt naar zijn politiechef met het verzoek “er iets aan te doen”. Het effect van de interventie is spectaculair. Luttele minuten later knalt een positief bericht over de schare voetbalfans: alle boetes worden ingetrokken, geen foutparkeerder zal voor zijn overtreding worden gestraft. Een groot gejuich stijgt op.

Het klinkt idyllisch, maar het is de werkelijkheid en het gebeurt geregeld, niet alleen in Rillaar, deelgemeente van Aerschot. Het is zelfs menselijk, maar er rijzen toch enkele vragen bij.

Hoe bekijkt de minister dergelijke interventies? Is zoiets vandaag nog mogelijk, dan wel gewenst? Behoort het tot de cultuur van onze samenleving? Elke burgemeester wordt onvermijdelijk met zulke problemen geconfronteerd en grijpt soms ook in. Welke richtlijnen gelden er, welke aanpak? Daarover wil ik graag de mening van de minister kennen.

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – *Een dergelijke actie is uiteraard totaal onaanvaardbaar en hoe dan ook onwettig. Ik heb net als de heer Anciaux vernomen dat de stadionomroeper van FC Rillaar aan de supporters heeft meegedeeld: “Wie zijn auto op het fietspad heeft gezet, hoeft niet bang te zijn, jullie zullen geen boete krijgen.” Dat kan uiteraard niet. Het parket is van het incident op de hoogte gebracht en zal beslissen of er al dan niet een onderzoek wordt opgestart. Voor verdere informatie verwijs ik naar mijn collega van Justitie.*

Er bestaat ook een tuchtprocedure, maar die wordt bepaald door de tuchtoverheid. Voor deze materie heb ik als minister van Binnenlandse Zaken geen onmiddellijke bevoegdheden. Volgens de korpschef heeft de lokale politie tot nog toe geen pv's opgesteld ten laste van overtreders en heeft de burgemeester geen richtlijnen gegeven. Er heerst dus een zekere onduidelijkheid over deze zaak.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – *Ik begrijp dat de minister van Binnenlandse Zaken niet anders kan dan zeggen dat het onaanvaardbaar en onwettig is en ik steun haar daarin. Ik kan*

elle. J'imagine aisément que dans la pratique, les choses ne sont pas toujours faciles pour un bourgmestre, mais il doit être clair que ces questions ne peuvent faire l'objet d'un marchandage.

**Demande d'explications de
M. Guido De Padt à la vice-première
ministre et ministre de l'Intérieur et de
l'Égalité des Chances sur «la réforme de la
banque de données nationale générale»
(n° 5-3619)**

M. Guido De Padt (Open Vld). – L'accord de gouvernement prévoit que la base légale relative à l'accès à la Banque de données générale (BNG) sera clarifiée. Selon la dernière note de politique générale « police », un groupe de travail ad hoc devrait proposer dès le début de l'année 2013 un projet d'adaptation des articles 14 et 44 de la loi sur la fonction de police. Cette réforme vise à compléter le cadre légal des traitements de données par les services de police et en particulier de la BNG. La ministre a indiqué qu'il s'agissait de l'une de ses sept priorités.

On peut lire dans le Plan national de sécurité que le cadre légal en matière de gestion des données (l'article 44 de la loi sur la fonction de police, la rétention des données, la législation sur les écoutes), le vieillissement des techniques utilisées (les systèmes fermés, les procès-verbaux version papier, le réseau à bande étroite, les développements propres, ...) ainsi que la dispersion et la limitation des budgets ont eu pour conséquence que les processus et les systèmes actuels sont en fin de vie. Investir encore dans les systèmes actuels ne serait plus rentable à terme.

La BNG a connu une croissance constante ces dernières années ce qui a donné lieu à certains problèmes. Selon le rapport annuel 2007/2008 du Comité P, la description individuelle était incorrecte pour 73% des personnes. Une question antérieure m'a permis d'apprendre que cette proportion était tombée en 2010 à 36%. Ces erreurs occasionnent des problèmes, comme le signale le rapport 2009 du Comité P. Le système est en outre sensible à des bugs, les radiations et les contrôles sont sources d'erreurs, l'enregistrement n'est pas efficient et la banque est frappée d'inflation.

Il faut repenser le concept de la BNG. Nous devons nous demander, parmi les données, lesquelles doivent y figurer et lesquelles pas, ainsi que celles qui peuvent être effacées et à quel moment.

La ministre peut-elle dire où en sont les travaux du groupe censé proposer dès le début de l'année 2013 un projet d'adaptation des articles 14 et 44 de la loi sur la fonction de police ? De quelles modifications s'agit-il ?

La ministre maintient-elle qu'investir encore dans les systèmes actuels ne serait plus rentable et que le concept global de la BNG doit être repensé ? À ses yeux, comment devrait se présenter le nouveau concept ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – La réflexion est

me vorstellen dat een burgemeester het in de praktijk niet altijd gemakkelijk heeft, maar het moet duidelijk zijn dat over zulke zaken niet kan worden gemarchandeerd.

Vraag om uitleg van de heer Guido De Padt aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de hervorming van de algemene nationale gegevensbank» (nr. 5-3619)

De heer Guido De Padt (Open Vld). – In het regeerakkoord staat dat de wettelijke basis voor de toegang tot de algemene nationale gegevensbank, ANG, zal worden uitgeklaard met het oog op haar uitvoering. In de recentste beleidsnota voor de politie staat dat een ad-hocwerkgroep begin 2013 een aanpassing van de artikelen 14 en 44 van de wet op het politieambt moet voorstellen. De hervorming heeft tot doel het wettelijke kader voor de verwerking van gegevens door de politiediensten en in het bijzonder de ANG aan te vullen. De minister gaf aan dat het om één van haar zeven prioriteiten gaat.

In het Nationaal Veiligheidsplan staat dat het wettelijke raamwerk betreffende informatiebeheer (artikel 44 van de wet op het politieambt, dataretentie, tapwetgeving, ...), de veroudering van de gebruikte technieken (gesloten systemen, papieren proces-verbaal, smalbandnetwerk, eigen ontwikkelingen, ...) en de versnippering en de beperking van de budgetten ertoe hebben geleid dat de huidige processen en systemen aan het einde van hun levenscyclus zijn geraakt. Verder investeren in de actuele toestand levert op termijn zelfs onvoldoende rendement op.

De voorbije jaren kende de ANG een gestage groei. Die brede toevoer bleek problematisch. In het jaarverslag 2007/2008 van het Comité P stond dat 73 procent van de fysieke beschrijvingen niet correct was. Uit mijn eerdere parlementaire vraag bleek dat dit percentage in 2010 tot 36 procent was gedaald. Die fouten leiden ook tot problemen, zoals blijkt uit het jaarverslag 2009 van het Comité P. Bovendien heeft het systeem af te rekenen met bugs, loopt het fout bij de schrapping en de controle, verloopt de opslag van informatie niet efficiënt en lijdt de database aan informatie-inflatie.

Het concept van de ANG moet worden herdacht. We moeten ons afvragen welke gegevens er precies in moeten en welke niet, alsook welke gegevens eruit moeten en wanneer.

Kan de minister de stand van zaken geven inzake de werkzaamheden van de werkgroep die begin 2013 een aanpassing van de artikelen 14 en 44 van de wet op het politieambt moest voorstellen? Om welke aanpassing gaat het?

Blijft de minister er ook bij dat verder investeren in de actuele toestand op termijn onvoldoende rendement oplevert en dat het volledige concept van de ANG moet worden herdacht? Hoe moet dat nieuwe concept er volgens de minister uitzien?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – De denkoefening is

presqu'arrivée à son terme. Le dossier devrait être présenté le 12 ou le 19 juillet au Conseil des ministres, après une décennie de travaux, de modifications et de débats politiques. Il y a quatre semaines, le cabinet restreint s'est mis d'accord. Une fois approuvé par le Conseil des ministres, l'avant-projet devra être envoyé pour avis au Conseil d'État. On prévoit que le parlement pourra en discuter en octobre.

L'avant-projet porte sur les thèmes suivants : les banques de données que les services de police peuvent constituer et gérer, leur but, le délai de conservation des données personnelles qui y figurent, les conditions sous lesquelles des banques de données particulières peuvent être créées, les règles fixant la communication de données policières à d'autres services ainsi que celles relatives à l'accès direct à la BNG de la Sûreté de l'État et d'autres organes, et enfin la réforme du contrôle et de l'organe qui en est chargé.

Il s'agit donc d'un projet de loi très important.

M. Guido De Padt (Open Vld). – *Il est bon qu'un cadre législatif soit élaboré. Dans une vie antérieure, j'ai appris que beaucoup de problèmes légaux se posent quant à la base juridique de la BNG. Certains pensent qu'il manque un ancrage légal et il est dès lors bon que la BNG puisse disposer à l'avenir d'une base légale claire.*

J'imagine que son développement demandera des moyens financiers.

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – *Une estimation est en cours d'élaboration car le gouvernement contrôle le budget de près. La réforme n'impliquerait pas plus qu'un supplément d'un million et demi.*

Il s'agit principalement de l'adaptation du hardware. Certaines composantes, comme l'enregistrement des données relatives aux victimes seront reportées jusqu'en 2015. Les moyens nécessaires ont été libérés pour les premières adaptations.

Demande d'explications de M. Willy Demeyer à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «l'exécution complète de la réforme des zones de secours en 2014» (n° 5-3612)

M. Willy Demeyer (PS). – *Madame la ministre, à l'occasion du sixième anniversaire de la loi du 15 mai 2007, vous avez publié un communiqué de presse détaillant les acquis de la réforme de la sécurité civile et le travail restant à accomplir pour finaliser les zones de secours et avancer dans de gros chantiers, le statut ou la formation des sapeurs-pompiers par exemple.*

Ce « communiqué-anniversaire », qualifié d'assez optimiste par l'Union des villes et communes de Wallonie, l'a motivée

bijna afgerond. Normaal gezien zal het dossier op 12 of 19 juli aan de Ministerraad worden voorgelegd. Daarmee zal een einde komen aan tien jaar van werkzaamheden, aanpassingen en politieke discussies. Vier weken geleden heeft het kernkabinet een consensus bereikt. Na de goedkeuring in de Ministerraad moet het voorontwerp voor advies naar de Raad van State worden gezonden. Naar verwachting zal het dan in oktober in het parlement kunnen worden besproken.

Het voorontwerp heeft betrekking op de volgende thema's: de gegevensbanken die de politiediensten kunnen aanleggen en beheren, de doelstelling van die gegevensbanken, de bewaartermijn van de persoonsgegevens die erin worden geregistreerd, de voorwaarden voor de creatie van bijzondere gegevensbanken, de regels betreffende de mededeling van politieke gegevens aan andere diensten en inzake de rechtstreekse toegang tot de ANG door de Veiligheid van de Staat en andere diensten, de veiligheid en de bescherming van persoonsgegevens van de ANG en de hervorming van het toezicht en het toezichtsorgaan.

Het gaat dus om een zeer belangrijk wetsontwerp.

De heer Guido De Padt (Open Vld). – *Het is goed dat een wetgevend kader wordt uitgewerkt. Uit een vorig leven weet ik dat heel wat wettelijke problemen rijzen rond de juridische basis van de ANG. Volgens sommigen ontbreekt momenteel een wettelijke verankering. Het is dan ook best dat de ANG in de toekomst over een duidelijke wettelijke basis kan beschikken.*

Ik neem aan dat voor de ontwikkeling van de ANG ook geld nodig is.

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – *Dat valt nog mee. Uiteraard is een raming gemaakt, want de regering houdt het budget nauwlettend in het oog. De hervorming zou niet meer dan anderhalf miljoen extra kosten.*

Het gaat hoofdzakelijk om de aanpassing van de hardware en dergelijke. Ook worden bepaalde onderdelen, zoals de registratie van de gegevens over de slachtoffers, met een jaar uitgesteld tot 2015. Voor de eerste aanpassingen zijn de nodige middelen vrijgemaakt.

Vraag om uitleg van de heer Willy Demeyer aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de volledige uitvoering van de hervorming van de hulpverleningszones in 2014» (nr. 5-3612)

De heer Willy Demeyer (PS). – *Naar aanleiding van de zesde verjaardag van de wet van 15 mei 2007 publiceerde de minister een perscommuniqué waarin ze de verworvenheden van de hervorming van de civiele veiligheid toelichtte en ook een overzicht gaf van wat nog moet worden gedaan inzake de voltooiing van de hulpverleningszones en de andere grote werven zoals het statuut en de opleiding van de brandweerder.*

De Union des villes et communes de Wallonie vond dat 'verjaardagscommuniqué' nogal optimistisch. Ze wees op de

à rappeler « la cruelle réalité des chiffres », à savoir le surcoût de la réforme, d'environ 200 millions d'euros, qui pourrait assécher les finances communales si l'État fédéral ne revoit pas sa part, une part qui, malgré vos efforts incontestables, ne dépasse toujours pas 10% du budget global des zones, en dépit du rééquilibrage à 50/50 inscrit dans la loi.

L'annonce d'une réforme « entièrement exécutée pour 2014 » fait ressurgir l'enjeu du financement, crucial en ces temps de disette pour les pouvoirs publics. Vous avez annoncé la soumission au Conseil des ministres, vraisemblablement au mois de septembre ou au mois d'octobre 2013, d'un paquet d'arrêtés qui intéressent de près les finances communales, à savoir les modalités de calcul et de paiement des dotations communales et la dotation fédérale, en exécution des articles 68 et 69 de la loi.

Pouvez-vous, sur le plan de la méthode, préciser le calendrier ainsi que la manière dont les pouvoirs locaux seront impliqués dans la rédaction de ces arrêtés royaux et, sur le plan du contenu, détailler ce qui est actuellement envisagé concernant la pondération des critères mentionnés aux articles 68 et 69 de la loi ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – Si j'avais annoncé que la réforme n'aurait pas lieu en 2014 et qu'il faudrait non pas sept mais dix ans pour la mettre en œuvre, je ne suis pas sûre que l'Union des villes et communes aurait émis un avis favorable. Quoi que l'on fasse, même au prix d'un travail acharné, ils ne sont pas contents. C'est la loi qui prévaut généralement en politique mais ne pourrait-on pas, de temps en temps, prendre en compte le chemin parcouru ? À mon arrivée dans le département, la réforme était dans les limbes, malgré six ans de gestation.

M. le président. – C'est gentil pour vos prédécesseurs. Je note que vous êtes toujours aussi aimable.

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – De temps en temps, il faut dire les choses comme elles sont. Ce retard est dû à plusieurs causes qui ne sont pas nécessairement liées à mes prédécesseurs. Je crois que les services n'ont pas toujours manifesté un ardent désir de progresser. La responsabilité est assez générale, en fait.

Désormais, les arrêtés ont été élaborés, la loi existe. Nous déposerons également une loi portant des mesures diverses qui apportera encore des améliorations. Contrairement à ce qui a été dit, il ne faut pas 200 millions pour mener à bien la réforme. Nous nous sommes engagés sur un point important : les éléments liés à la réforme ne doivent pas coûter aux communes. Nous assumerons la totalité du coût de l'harmonisation des statuts. Cette problématique constitue un des postes les plus onéreux.

J'ai pu obtenir qu'un cadre soit fixé à l'ajustement budgétaire : 29 millions seront disponibles à partir de 2015 tandis que trois à quatre millions seront déjà consacrés à la formation et à des mesures de fin de carrière. Ainsi, l'harmonisation des statuts ne coûtera rien aux zones.

Par ailleurs, si l'on ajoute les neuf millions que nous avons encore obtenus cette année, l'ensemble des moyens et des dotations, en augmentation, se chiffre à 69 millions.

“wrede realiteit van de cijfers”, namelijk de meerkosten van de hervorming naar rato van ongeveer 200 miljoen. Die dreigt de gemeentekassen droog te leggen als de federale overheid haar aandeel niet herziet dat, ondanks de aanzienlijke inspanningen van de minister nog altijd niet meer bedraagt dan 10% van het totale budget van de zones. Nochtans was in de wet een 50/50-verhouding ingeschreven.

Met de aankondiging dat de hervorming tegen 2014 volledig zal uitgevoerd zijn, kwam het in deze besparingstijden cruciale debat over de financiering weer op gang. De minister kondigde aan dat ze waarschijnlijk in september of oktober aan de Ministerraad een pakket besluiten zal voorleggen die zeer belangrijk zijn voor de gemeentefinanciën, namelijk de bepalingen voor berekening en betaling van de gemeentelijke dotaties in uitvoering van de artikelen 68 en 69 van de wet.

Wat is het tijdschema en hoe zullen de lokale overheden bij de uitwerking van die koninklijke besluiten worden betrokken? Wat zijn de voorstellen inzake de afweging van de criteria die in de artikelen 68 en 69 van de wet zijn opgesomd?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – Mocht ik hebben aangekondigd dat de hervorming er niet komt in 2014 en dat de tenuitvoerlegging ervan geen zeven, maar tien jaar zal vergen, denk ik niet dat de Union des villes et communes een gunstig advies had gegeven. Wat ik ook doe, welke inspanningen ik mij ook getroost, ze zullen nooit tevreden zijn. Dat is een algemene regel in de politiek. Is het dan af en toe eens niet mogelijk om te kijken naar de weg die al is afgelegd? Bij mijn aantreden in het departement, stond de hervorming na zes jaar nog nergens.

De voorzitter. – De minister is vriendelijk voor haar voorgangers. Ze is altijd even charmant.

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – Soms moet men zeggen waar het op staat. Er zijn verschillende redenen voor die achterstand, en die zijn niet noodzakelijk aan mijn voorgangers te wijten. Ik denk dat de diensten niet altijd de vaste wil aan de dag hebben gelegd om vooruitgang te boeken. Dat is hun verantwoordelijkheid.

Nu zijn de besluiten klaar en de wet is er. We zullen ook een wet houdende diverse bepalingen indienen die nog verbeteringen bevat. In tegenstelling tot wat is beweerd is er geen 200 miljoen nodig om de hervorming tot een goed einde te brengen. We zijn het erover eens dat de hervorming de gemeenten niets mag kosten. We zullen de kosten van de harmonisering van de statuten, een van de zwaarste posten, volledig voor onze rekening nemen. Ik ben er bij de begrotingscontrole in geslaagd een kader te doen vastleggen: vanaf 2015 zal 29 miljoen beschikbaar zijn, terwijl nu al 3 tot 4 miljoen zullen gaan naar de opleiding en de maatregelen voor het loopbaaneinde. Op die manier zal de harmonisering de zones niets kosten.

Als we de 9 miljoen erbij tellen die we dit jaar hebben verkregen, stijgen de middelen en de dotaties tot 69 miljoen.

Ik stel ook alles in het werk om voor 2014 een aanvullende financiering te verkrijgen, onder meer via de inkomsten van

J'essaye par tous les moyens d'obtenir aussi un financement complémentaire pour 2014, notamment via les recettes des assurances. À sept reprises, j'ai participé à des réunions au sein du kern, à des moments budgétaires multiples et variés, à l'instar de l'ambiance... Jusqu'à présent, je n'ai pas encore obtenu de consensus mais le budget 2014 n'est pas totalement bouclé. Je ferai un dernier baroud d'honneur en octobre. En effet, un prélèvement de 0,6% sur l'ensemble des assurances – soit un coût annuel de sept à huit euros par famille –, permettrait de recueillir une somme de 53 millions qui pourrait, à concurrence d'environ 25 millions, être consacrée à l'effort budgétaire, tandis que 20 à 25 millions seraient affectés aux zones de secours pour 2014. Celles-ci pourraient ainsi engager des pompiers.

J'ai rencontré le secteur des assurances ; j'ai abordé l'ensemble des éléments de ce dossier. J'attends donc un consensus sur ces mesures neutres pour l'État. Le dernier moment pour l'obtenir sera septembre ou octobre 2014.

Pour le reste, une série d'arrêtés seront encore approuvés avant le 21 juillet.

En ce qui concerne l'implication des mandataires locaux, nous avons déjà rencontré tous les directeurs de pré-zones néerlandophones et francophones, voici environ quinze jours. Nous avons décidé de nous revoir systématiquement toutes les trois semaines à partir de la rentrée – nous inviterons aussi l'Union des villes et communes – afin d'accompagner cette réforme sur le terrain et de répondre à certains problèmes très pragmatiques. Sur la base de cette rencontre, nous avons prévu deux ou trois dispositions supplémentaires dans la loi, afin de pouvoir déjà engager à l'échelon de la pré-zone. J'ai constaté une grande convergence et une bonne coordination au sein de ce dispositif.

M. Willy Demeyer (PS). – Je vous remercie pour vos réponses, madame la ministre. Je n'ai jamais mis en cause votre volonté d'aboutir. Je vous encourage à poursuivre pour ce qui est des assurances.

Demande d'explications de M. Bert Anciaux à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «l'omerta très répandue au sein de la police» (n° 5-3633)

M. Bert Anciaux (sp.a). – Une thèse de doctorat récente d'une criminologue révèle que l'omerta est très répandue au sein de la police. L'omerta signifie que les policiers ne se dénoncent pas entre eux si des collègues commettent des actes non autorisés et qu'une loi du silence est officiellement en vigueur entre policiers s'ils commettent des fautes. L'étude souligne que l'omerta est rarement appliquée par pur intérêt personnel mais bien pour protéger le collègue concerné contre des sanctions ou l'inscription d'éléments négatifs dans son dossier. D'autres mécanismes jouent aussi, entre autres la nécessité de pouvoir compter à 100% sur les autres membres de l'équipe policière. Si un collègue en venait quand même à faire rapport – ce qui est souvent interprété comme une dénonciation – cela entamerait l'indispensable confiance.

Mais, selon l'étude, l'omerta est quand même régulièrement rompue en cas de fautes graves. Le devoir moral l'emporte

de verzekeringen. Ik was zeven keer aanwezig op een vergadering van het kernkabinet, telkens in een verschillende budgettaire context en navenante sfeer ... Tot op heden heb ik nog geen consensus kunnen bewerkstelligen, maar de begroting 2014 is nog niet rond. In oktober zal ik een laatste heldhaftige poging doen. Een heffing van 0,6% op alle verzekeringen, die elk gezin jaarlijks 7 tot 8 euro zal kosten, zal in totaal 53 miljoen opbrengen. Daarvan kan 25 miljoen worden gebruikt om de begroting rond te krijgen, terwijl 20 tot 25 miljoen in 2014 naar de hulpverleningszones gaan. Die kunnen daarmee brandweerlui aanwerven.

Ik heb alle elementen van dit dossier tijdens twee ontmoetingen met de verzekeringssector besproken. Ik wacht nu op een consensus over die maatregelen, die voor de federale overheid een budgettaire nul operatie zijn.

Voor de rest zal vóór 21 juli nog een reeks besluiten worden goedgekeurd.

Wat de betrokkenheid van de lokale mandatarissen betreft hebben we een tweetal weken geleden alle directeurs van de Nederlandstalige en Franstalige prezones ontmoet. We hebben beslist elkaar na het reces systematisch om de drie weken te ontmoeten teneinde de hervorming op het terrein te begeleiden en bepaalde zeer pragmatische problemen op te lossen. De Union des villes et communes zal worden uitgenodigd. Naar aanleiding van die ontmoeting werden twee of drie aanvullende bepalingen in de wet opgenomen die ertoe strekken reeds op het niveau van de prezones aanwervingen te doen.

De heer Willy Demeyer (PS). – Ik dank de minister voor haar antwoord. Ik heb nooit haar wil om te slagen in twijfel getrokken. Ik moedig haar aan de piste van de verzekeringssector voort te bewandelen.

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de wijdverspreide omerta onder politiemensen» (nr. 5-3633)

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Een recent doctoraatsonderzoek van een criminologe stelt vast dat er een wijdverspreide omerta heerst onder politiemensen. De omerta betekent dat politiemensen elkaar niet verklikken indien collega's ontoelaatbare daden zouden stellen, dat er een officieuze zwijgplicht geldt tussen politiemensen inzake het rapporten van elkaars fouten. Het onderzoek beklemtoont dat de omerta zelden wordt toegepast uit puur eigenbelang, maar vooral ter bescherming van de betrokken collega tegen straffen of negatieve elementen in zijn dossier. Daarnaast spelen er ook andere mechanismen, onder andere de noodzaak om als politieteam voor 100% op elkaar te kunnen rekenen. Indien een collega toch zou rapporteren – vaak geïnterpreteerd als verklikken – dan vreet dat aan het noodzakelijke vertrouwen.

Het onderzoek klinkt echter genuanceerd, omdat de omerta

alors. Une telle loi du silence est appliquée beaucoup plus facilement si l'acte non autorisé a mené à un résultat positif dans l'enquête. Cela vaut entre autres pour les fautes commises lors de perquisitions, etc.

L'étude indique aussi que l'omerta n'a pas uniquement lieu au sein de la police mais dans à peu près tous les systèmes comparables, comme parmi les inspecteurs du travail et les inspecteurs de l'hygiène.

Comment la ministre évalue-t-elle les résultats de cette étude ? La ministre reconnaît-elle que, malgré la compréhension que l'on peut avoir à l'égard de cette omerta, a fortiori en raison de la nécessité d'une confiance quasi indéfectible entre les policiers intervenant ensemble, cette pratique révèle une élasticité inacceptable de la déontologie et un estompement des normes en matière d'intégrité et d'éthique ? Comment la ministre envisage-t-elle de s'attaquer à ce mal qui ronge un fondement de notre État de droit ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – *L'étude de la KU Leuven est en soi très intéressante mais elle ne traite pas uniquement d'une omerta fort répandue. Cette étude était plutôt qualitative. En ce qui concerne la police, il y a eu 300 heures d'observation et 60 heures d'interviews au sein de deux corps décentralisés de la police judiciaire fédérale. De tels résultats ne peuvent jamais être généralisés et n'ont aucune valeur représentative, comme le doctorant l'a d'ailleurs souligné lors de la journée d'étude consacrée à ce thème.*

Cela ne signifie évidemment pas que nous devons ignorer cette étude. Elle est en effet pertinente parce qu'elle donne une indication sur la manière dont certains agents de la police judiciaire et inspecteurs du travail traitent certaines informations relatives à des collègues. Cette indication est plutôt à utiliser dans des formations internes sur l'intégrité et la déontologie, de sorte que les participants aient une meilleure compréhension de leurs propres hypothèses et habitudes, et des décisions qu'ils y associent souvent.

Les formations utilisent à cet effet une méthode qui sensibilise mieux aux dilemmes quotidiens. Durant la formation de base et la formation continuée des policiers, une large attention est accordée aux devoirs déontologiques liés à la fonction. Les thèmes suivants sont abordés : la valeur de la police intégrée, la déontologie dans la vie professionnelle quotidienne et l'usage de la violence. L'obligation d'informer les membres des services de police lorsque l'on constate des délits est reprise dans divers textes de base.

Dans la police fédérale, la politique relative à l'intégrité a été modernisée. La commissaire générale a pris l'initiative de définir, en collaboration avec son directeur général, les priorités pour les prochaines années ainsi que les leviers qui permettront leur réalisation. La conscience professionnelle en matière de protection des moyens et l'intégration de la diversité et de l'intégrité figurent parmi les priorités relatives à la fonction d'exemple. Les deux premières seront importantes pour aborder l'omerta.

Les leviers permettant de réaliser la politique sont une déclaration de politique avec des responsabilités précises pour tous les acteurs, la création d'un bureau de l'intégrité,

toch geregeld wordt doorbroken indien het echt om zwaarwichtige fouten gaat. Dan speelt de morele plicht veel sterker. Zo'n zwijgplicht wordt veel gemakkelijker toegepast indien de niet toegelaten daad tot een positief resultaat in het onderzoek leidde. Dat geldt onder andere voor fouten bij huiszoeken enzovoort.

Tegelijkertijd stelt het onderzoek dat de omerta zeker niet alleen bij de politie speelt, maar in zowat alle vergelijkbare systemen en milieus, zoals bij arbeids- en gezondheidsinspecteurs.

Hoe evalueert de minister de resultaten van dat onderzoek? Beamt de minister dat, ongeacht het begrip dat men voor deze omerta kan opbrengen, zeker vanwege de noodzaak aan een bijna onwankelbaar vertrouwen tussen samen optredende politiemensen, die praktijk wijst op een ontoelaatbaar rekbaar deontologie en een gammal ethisch en integriteitsbesef? Op welke wijze zal de minister dat euvel, dat vreet aan een fundament van onze rechtsstaat, aanpakken?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – Het onderzoek van de KU Leuven is op zich heel interessant, maar handelt niet helemaal over een wijdverspreide omerta. Dit onderzoek was veeleer kwalitatief. Wat de politie betreft, ging het om driehonderd uren observaties en zestig uren interviews binnen twee gedecentraliseerde korpsen van de federale gerechtelijke politie. Dergelijke resultaten mogen nooit worden veralgemeend en hebben geen representatieve waarde, zoals de doctorandus overigens zelf heeft opgemerkt op de studiedag die aan dat thema was gewijd.

Dat betekent natuurlijk niet dat we het onderzoek links moeten laten liggen. Het is namelijk relevant omdat het een indicatie geeft over de wijze waarop sommige politierechercheurs en arbeidsinspecteurs omgaan met bepaalde informatie over collega's. Die indicatie kan dan weer het beste worden aangewend in interne opleidingen over integriteit en deontologie, zodat de deelnemers inzicht krijgen in de eigen veronderstellingen en gewoonten en in de beslissingen die ze daar dikwijls aan verbinden. Trainingen reiken daarbij een methode aan om met dagelijkse dilemma's bewuster om te gaan. Tijdens de basisopleiding en de voortgezette opleiding van de politiemensen wordt ruim aandacht besteed aan de deontologische plichten van de politiemensen. De volgende thema's komen onder meer aan bod: de waarde van de geïntegreerde politie, de deontologie in het dagelijkse professionele leven en het gebruik van geweld. In verschillende basisteksten is een meldingsplicht van de leden van de politiediensten bij vaststelling van misdrijven opgenomen.

In de federale politie wordt het integriteitsbeleid vernieuwd. De commissaris-generaal heeft het initiatief genomen om samen met haar directeur-generaal de prioriteiten te bepalen voor de komende jaren, alsook de hefbomen om ze te realiseren. Tot de prioriteiten betreffende de voorbeeldfunctie horen de bewuste professionele aandacht voor een bescherming van de middelen en de integratie van diversiteit en integriteit. Vooral de twee eerstgenoemde zullen belangrijk zijn om de omerta aan te pakken.

De hefbomen om het beleid te realiseren zijn een beleidsverklaring met duidelijke verantwoordelijkheden voor

l'intégration du concept « intégrité » dans tous les processus de la gestion des ressources humaines, la stimulation de la sensibilisation à l'intégrité entre autres par une analyse des notes de politique et des formations axées sur l'intégrité et la diversité, une insistance plus forte sur le contrôle de toutes les directives liées à l'intégrité et sur l'ensemble du plan d'action, la coordination et du traitement de toutes les informations sur l'intégrité et, enfin, la communication.

**Demande d'explications de
Mme Zakia Khattabi à la vice-première
ministre et ministre de l'Intérieur et de
l'Égalité des Chances sur «l'échéance du
mandat du directeur francophone du
Centre pour l'égalité des chances et la lutte
contre le racisme» (n° 5-3679)**

Mme Zakia Khattabi (Ecolo). – Madame la ministre, j'ai déposé ma question *in tempore non suspecto*. Depuis, j'ai appris la nomination de M. Charlier en remplacement de M. Delruelle.

Bien que je me félicite de ce choix, car je pense que M. Charlier est tout à fait à sa place, je suis néanmoins surprise qu'il n'y ait pas eu d'appel à candidatures. J'imagine que des dispositifs seront instaurés dans le cadre du débat sur l'interfédéralisation du Centre.

Quelle sera la procédure mise en place dans la foulée du remplacement de M. Delruelle ? Comment, du point de vue de la direction, s'annonce l'interfédéralisation ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – En effet, le mandat de M. Delruelle est venu à échéance. Comme un projet de loi réformant le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme a été déposé, il a été jugé préférable, pour des raisons politiques, que le conseil d'administration nomme un directeur faisant fonction, en attendant une éventuelle désignation dans le cadre de la future organisation. Il pourrait y avoir un appel à candidatures en vue d'une désignation officielle, moyennant un accord de tous les intervenants, mais ce n'est pas encore le cas aujourd'hui...

M. le président. – Parlez-vous d'un accord sur l'ensemble du dispositif ou sur les personnes ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – Étant donné que le Centre sera bientôt géré au niveau interfédéral, il serait peu élégant que le fédéral choisisse quelqu'un pour un mandat de six ans.

alle actoren, de oprichting van een integriteitsbureau, de integratie van het concept integriteit in alle HRM-processen, het stimuleren van het integriteitsbewustzijn door onder meer het screenen van beleidsnota's en opleidingen die gericht zijn op integriteit en diversiteit, een veel sterkere nadruk op monitoring van alle richtlijnen in verband met integriteit en van het volledige actieplan, de coördinatie en de verwerking van alle informatie over integriteit en ten slotte de communicatie.

**Vraag om uitleg van
mevrouw Zakia Khattabi aan de
vice-eersteminister en minister van
Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen
over «de vervaldatum van het mandaat van
Franstalig directeur van het Centrum voor
gelijkheid van kansen en voor
racismebestrijding» (nr. 5-3679)**

Mevrouw Zakia Khattabi (Ecolo). – *Ik heb mijn vraag ingediend in tempore non suspecto. Sindsdien is de heer Charlier benoemd ter vervanging van de heer Delruelle.*

Hoewel ik blij ben met die keuze, omdat ik denk dat de heer Charlier daar op zijn plaats zit, ben ik toch verrast dat er geen oproep tot kandidaten was. Ik veronderstel dat bepalingen zullen worden ingevoerd in het kader van het debat over de interfederalisering van het Centrum.

Welke procedure zal worden ingevoerd in aansluiting op de vervanging van de heer Delruelle? Hoe zal de interfederalisering, vanuit het oogpunt van de directie, verlopen?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – *Het mandaat van de heer Delruelle was inderdaad verlopen. Aangezien een wetsontwerp tot hervorming van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding is ingediend, werd er, om politieke redenen, de voorkeur aan gegeven dat de raad van beheer een waarnemend directeur zal benoemen, in afwachting van een eventuele aanwijzing in het kader van de nieuwe organisatie. Er zou een oproep tot kandidaten kunnen plaatsvinden met het oog op een officiële benoeming, met een akkoord van alle betrokkenen, maar dat is vandaag nog niet het geval ...*

De voorzitter. – *Bedoelt u een akkoord over alle bepalingen of over de personen?*

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – *Aangezien het Centrum binnenkort op interfederaal niveau zal worden bestuurd, zou het niet correct zijn dat het federale niveau iemand kiest voor een mandaat van zes jaar.*

Demande d'explications de Mme Zakia Khattabi à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «la bénédiction des motos de la police fédérale» (n° 5-3680)

Mme Zakia Khattabi (Ecolo). – J'ai été très étonnée d'apprendre que le 28 avril dernier, après une messe dans l'église Saint-Pierre de Jette, environ 200 motards ont fait bénir leur moto. Cette bénédiction est organisée chaque année par les *Blue Knights* (les fonctionnaires de police à moto). J'ai trouvé mignon que cette bénédiction soit censée apporter réussite et prospérité aux motards lors de leurs périples.

Il paraît que ce sont principalement les motards de la police eux-mêmes qui ont demandé la bénédiction du prêtre, mais que les autres motards peuvent également en bénéficier.

Vous comprenez mon étonnement à l'heure où il ne se passe pas une semaine sans que d'aucuns s'inquiètent de la mise à mal de la neutralité de notre service public. Il me semble donc important de donner un signal et d'affirmer que notre souci de la neutralité n'est pas à géométrie variable.

Madame la ministre, comment jugez-vous cette initiative et quelles suites pensez-vous y donner ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – Il ne s'agit nullement d'une organisation dépendant d'un service public ou de la police. Les *Blue Knights*, dont j'ai découvert l'existence comme vous, est une organisation mondiale qui réunit des familles de policiers roulant à moto pendant leur temps libre, en dehors des heures de travail. Ils sont originaires des États-Unis et le premier chapitre a vu le jour en 1974. Depuis lors, plusieurs chapitres se sont créés dans les pays européens. L'organisation compte 17 000 membres, répartis en 503 chapitres à travers le monde. La Belgique compte neuf équipes provinciales de *Blue Knights* qui organisent des activités sociales internationales, entre autres au profit de personnes handicapées et avec le soutien de Sa Majesté le Roi.

Dans le cadre d'une balade réalisée au cours de leur temps libre, le 28 avril dernier à Jette, certains des membres ont fait bénir leur moto. Il s'agit d'une initiative privée à laquelle seuls deux membres de la police de la route ont pris part. Ce n'est donc vraiment pas dans le cadre de missions officielles que cette cérémonie a eu lieu.

Mme Zakia Khattabi (Ecolo). – Les médias disaient que cette bénédiction avait certes eu lieu un dimanche mais qu'elle visait bien à protéger les policiers dans le cadre de leurs missions. S'il s'agit d'une initiative purement individuelle, je n'ai aucune remarque à formuler à cet égard. Toutefois, je tiens à ce que l'on adopte la même attitude vis-à-vis de tous ceux qui se revendiquent d'une appartenance culturelle dans l'accomplissement de leurs fonctions.

Vraag om uitleg van mevrouw Zakia Khattabi aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de zegening van de motoren van de federale politie» (nr. 5-3680)

Mevrouw Zakia Khattabi (Ecolo). – Ik was zeer verbaasd te vernemen dat op 28 april jongstleden, ongeveer 200 motoragenten hun motor hebben laten zegenen na een mis in de Sint-Pieterskerk in Jette. Die zegening wordt elk jaar georganiseerd door de *Blue Knights* (de motoragenten). Ik vond het charmant dat die zegening geacht wordt de motoragenten succes en voorspoed te brengen tijdens hun ritten.

Blijkbaar zijn het de motoragenten zelf die de zegening van de priester hebben gevraagd, maar ook andere motorrijders kunnen dat vragen.

U begrijpt mijn verbazing, aangezien er geen week voorbij gaat zonder dat iemand zich bezorgd maakt over de schending van de neutraliteit in onze overheidsdiensten. Daarom lijkt het mij belangrijk dat een signaal gegeven wordt en dat bevestigd wordt dat onze bekommernis inzake neutraliteit niet flexibel is.

Hoe beoordeelt de minister dit initiatief en welk gevolg zal ze eraan geven?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – Het gaat helemaal niet om een organisatie die afhangt van een overheidsdienst, noch van de politie. De *Blue Knights*, waarvan ik nu, net als u het bestaan heb ontdekt, is een wereldwijde organisatie van families van agenten die in hun vrije tijd, buiten hun werkuren, met de motor rijden. Ze zijn ontstaan in de Verenigde Staten en het eerste chapter is opgericht in 1974. Sederdien werden verschillende chapters opgericht in de Europese landen.

De organisatie telt wereldwijd 17 000 leden, verdeeld over 503 chapters. België telt negen provinciale teams van de *Blue Knights* die, met de steun van Zijne Majesteit de Koning, internationale sociale activiteiten organiseren, onder meer ten bate van gehandicapten.

In het kader van een rit tijdens hun vrije tijd, hebben een aantal leden op 28 april jongstleden hun motor laten zegenen in Jette. Dat was een privé-initiatief waaraan slechts twee leden van de verkeerspolitie hebben deelgenomen. Deze ceremonie heeft dus niet plaatsgehad in het kader van officiële opdrachten.

Mevrouw Zakia Khattabi (Ecolo). – De media hebben gemeld dat de zegening hoe dan ook plaatsvond op een zondag en dat ze wel degelijk bedoeld was om bescherming te vragen voor de politieagenten bij de uitoefening van hun opdrachten. Als dat een louter individueel initiatief is, kan ik daar niets tegen inbrengen. Ik wens evenwel dat men dezelfde houding aanneemt ten opzichte van iedereen die uiting geeft aan een religieuze aanhorigheid tijdens de uitoefening van zijn functie.

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – Ce n'est en l'occurrence pas le cas. Cependant, on ne peut empêcher les policiers, comme les fonctionnaires et les êtres humains en général, d'avoir des conceptions philosophiques ou religieuses dans leur vie privée.

Mme Zakia Khattabi (Ecolo). – Les motos n'étaient pas privées. Il s'agissait de l'outil de travail de ces policiers.

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – Ils ne circulent quand même pas avec des croix sur leur moto et rien n'indique que la moto a été baptisée ou non !

Mme Zakia Khattabi (Ecolo). – Je tenais simplement à faire savoir que nous sommes attentifs au respect de la laïcité dans les services publics.

M. le président. – Tout cela ne me dérange pas mais, dernièrement, j'ai assisté au mariage d'un membre de ma famille à l'Hôtel de ville de Bruxelles et j'y ai vu une peinture très religieuse datant du début du dix-neuvième siècle, ce qui n'a pas manqué de me faire sourire. J'ai pensé qu'il était heureux que mes amis défenseurs de la laïcité tournent le dos à cette peinture lorsqu'ils procèdent à des mariages. Autre détail amusant : toutes les inscriptions sur cette peinture sont encore en néerlandais. Rien n'a été traduit.

Demande d'explications de Mme Cécile Thibaut à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «la centrale nucléaire de Cattenom» (n° 5-3682)

Mme Cécile Thibaut (Ecolo). – Je suis intervenue à plusieurs reprises sur la collaboration existant entre la France et la Belgique dans la gestion des réacteurs nucléaires ; je pense à l'organisation de stress tests demandée par l'État français.

Le 7 juin, la centrale nucléaire de Cattenom a été confrontée à un sérieux problème technique. En effet, un incendie s'est produit dans un transformateur électrique, provoquant d'importants dégagements de fumées, comme l'a confirmé le porte-parole des sapeurs-pompiers.

S'il semble que cet incident n'aura pas de conséquence pour la santé des habitants de la région, celui-ci nous rappelle une fois de plus que les installations nucléaires ne sont pas à l'abri d'incidents majeurs. C'est pourquoi un échange d'informations efficace avec les autorités françaises est primordial. En ce sens, la presse annonçait qu'à la suite des incidents du 7 juin dernier, et comme le prévoient les procédures, « l'Autorité de sûreté nucléaire a été alertée, tout comme les pouvoirs publics, les communes avoisinantes et les pays limitrophes ».

Dans une question écrite du 1^{er} mars 2012, je vous interrogeais sur l'élargissement du cadre bilatéral de coopération entre l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN) à la centrale

***Mevrouw Joëlle Milquet**, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – Dat is hier niet het geval. Men kan echter niet beletten dat politieagenten, ambtenaren en mensen in het algemeen, een filosofische of religieuze overtuiging manifesteren in hun privéleven.*

***Mevrouw Zakia Khattabi (Ecolo)**. – De motoren waren geen privé-eigendom, maar werkinstrumenten van de betrokken politieagenten.*

***Mevrouw Joëlle Milquet**, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – Ze rijden toch niet rond met kruisen op hun motor, en niets wijst erop dat hun motor al dan niet gezegend is!*

***Mevrouw Zakia Khattabi (Ecolo)**. – Ik wou alleen onderstrepen dat we het beginsel van neutraliteit in de overheidsdiensten moeten vrijwaren.*

***De voorzitter**. – Dat stoort mij allemaal niet, maar onlangs was ik aanwezig op het huwelijk van een familielid in het stadhuis van Brussel. Ik heb daar een zeer religieus schilderij gezien uit het begin van de negentiende eeuw, wat mij wel een glimlach ontlokt heeft. Ik was blij dat mijn vrienden die de neutraliteit verdedigen, gelukkig met hun rug naar het schilderij gekeerd zitten als huwelijken worden voltrokken. Een ander pittig detail is dat alle inscripties op het schilderij nog altijd in het Nederlands zijn. Er is niets vertaald.*

Vraag om uitleg van mevrouw Cécile Thibaut aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de kerncentrale van Cattenom» (nr. 5-3682)

***Mevrouw Cécile Thibaut (Ecolo)**. – Ik heb al meermaals de samenwerking tussen Frankrijk en België inzake het beheer van kernreactoren ter sprake gebracht, denk maar aan de organisatie van de door de Franse staat vereiste stress tests.*

Op 7 juni kreeg de kerncentrale van Cattenom te maken met een ernstige technische storing. Er was brand uitgebroken in een transformator met rookontwikkeling tot gevolg, aldus de woordvoerder van de brandweerdiensten.

Naar het schijnt zou dit incident geen gevaar hebben opgeleverd voor de gezondheid van de inwoners van de streek, maar we worden er toch aan herinnerd dat kerninstallaties niet vrij zijn van ernstige incidenten. Daarom is een goede uitwisseling van informatie met de Franse overheid van cruciaal belang. De pers kondigde aan dat ten gevolge van de incidenten van 7 juni jongstleden en conform de voorgeschreven procedures de Autorité de sûreté nucléaire (ASN) werd gewaarschuwd, evenals de lokale overheid, de aangrenzende gemeenten en de naburige landen.

Op 1 maart 2012 stelde ik u al een vraag over de uitbreiding van het bilaterale kader voor samenwerking tussen de ASN en het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC) zodat het ook de centrale te Cattenom zou omvatten, maar ik kreeg daarop geen positief antwoord.

Na het recente incident, dat gelukkig zonder gevolgen bleef,

de Cattenom, mais je n'ai pas obtenu de réponse favorable.

À la suite de cet incident, heureusement sans conséquence, il me semble nécessaire de pouvoir réexaminer une telle décision.

Madame la ministre, pouvez-vous me confirmer que des contacts ont eu lieu entre les autorités de sécurité nucléaire belges et françaises à la suite de l'événement du vendredi 7 juin à la centrale nucléaire de Cattenom ?

Dans l'affirmative, quel en était le contenu ?

Envisagez-vous de mettre en place un groupe de travail spécifique sur la sûreté des installations nucléaires de la centrale de Cattenom à l'image de celui instauré à la suite de la construction de la centrale nucléaire de Chooz ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – Le 25 juin, j'ai répondu à une question similaire posée par M. Gilkinet à la Chambre.

Le transformateur électrique, appelé « transformateur de soutirage », par lequel le réacteur est alimenté en électricité en fonctionnement normal, a pris feu, ce qui a entraîné un dégagement de fumées noires. Le réacteur s'est aussitôt arrêté automatiquement. Le Plan d'urgence interne a été déclenché afin de mobiliser l'ensemble des ressources nécessaires à la gestion de l'événement.

Les pompiers ont été prévenus et se sont rendus sur le site et, d'après mes informations, l'incendie a été maîtrisé très rapidement. Aucune victime n'est à déplorer et le Plan d'urgence a été levé dans la matinée du 9 juin.

Ce départ de feu n'a causé aucun blessé et n'a eu aucune conséquence sur la sûreté des installations ou de l'environnement.

En fait, le transformateur de soutirage qui permet, en fonctionnement normal, d'alimenter le réacteur en électricité a eu un problème. Le site disposant de deux lignes d'alimentation électrique, la ligne auxiliaire a pris le relais à la suite de la perte du transformateur de soutirage. Par ailleurs, des groupes électrogènes de secours sont installés pour pouvoir approvisionner un réacteur en électricité en cas de perte totale des alimentations électriques externes. Il n'a toutefois pas été nécessaire de les mettre en service dans le cadre de cet événement. Des expertises sont actuellement en cours pour déterminer l'origine de l'incident et le remplacement du transformateur interviendra dès que possible. L'arrêt pour simple rechargement de l'unité de production numéro 1, qui était prévu début juillet, est anticipé.

Les inspecteurs de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) se sont rendus sur place, notamment pour examiner les conditions dans lesquelles l'incendie s'est déclenché et pour contrôler les mesures d'urgence mises en place par l'exploitant. L'événement doit être classé sur l'échelle INES. On ne sait pas encore à quel niveau mais selon nos informations, il serait peu élevé.

Comme vous le savez, nous travaillons en étroite collaboration avec l'ASN. Par ailleurs, en ce qui concerne les plans catastrophe et les plans d'urgence, nous avons conclu un protocole d'accord avec le Luxembourg en vue d'aboutir à

denk ik dat het nodig is die beslissing opnieuw te evalueren.

Kan de minister bevestigen dat er contacten geweest zijn tussen de Belgische en Franse organisaties voor nucleaire controle ten gevolge van het incident dat zich op vrijdag 7 juni voordeed in de centrale van Cattenom?

Zo ja, waarover gingen ze?

Is de minister van plan een specifieke werkgroep op te zetten over de veiligheid van de kerninstallaties in de centrale van Cattenom, naar het voorbeeld van die welke is opgericht na de bouw van de kerncentrale van Chooz?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – *Ik heb op 25 juni geantwoord op een gelijkaardige vraag van volksvertegenwoordiger Gilkinet.*

De transformator die de reactor in normale omstandigheden van elektriciteit voorziet, heeft vuur gevat en daardoor kwam zwarte rook vrij. De reactor werd meteen automatisch stilgelegd. Het intern noodplan werd geactiveerd om alle middelen in te zetten voor de beheersing van het voorval.

De brandweer werd gewaarschuwd en is ter plaatse gekomen. Volgens mijn informatie was de brand snel onder controle. Er is geen enkel slachtoffer te betreuren en het noodplan werd in de loop van de ochtend van 9 juni opgeheven.

Bij de brand raakte niemand gewond en er waren geen gevolgen voor de veiligheid van de installaties of voor het milieu.

In feite was het probleem beperkt tot de transformator die de reactor in normale omstandigheden van elektriciteit voorziet. Aangezien er op de site twee elektriciteitsleidingen zijn, werd na het uitvallen van de transformator meteen overgeschakeld op de hulpleiding. Er zijn ook noodgeneratoren voorhanden om een reactor van elektriciteit te voorzien wanneer alle externe elektriciteitsvoorzieningen uitvallen. Het is evenwel niet nodig geweest om ze bij dit voorval in werking te stellen. Momenteel loopt een deskundigenonderzoek om de oorzaak van het incident op te sporen. De transformator zal zo snel mogelijk vervangen worden. Het stilleggen voor het heropladen van productie-eenheid 1, dat in juli gepland was, wordt vervroegd.

De inspecteurs van de ASN zijn ter plaatse geweest, onder meer om te onderzoeken hoe de brand is ontstaan en om vast te stellen welke noodmaatregelen de exploitant heeft getroffen. Het voorval moet op de INES-schaal gerangschikt worden. We weten nog niet op welk niveau, maar we vermoeden dat het laag zal scoren.

Zoals u weet werken we nauw samen met de ASN. Wat de rampen- en noodplannen betreft, hebben we een protocolakkoord gesloten met Luxemburg met het oog op een gezamenlijke crisisbeheersing in geval van een kernongeval. Het is de bedoeling dit ook te doen met Frankrijk. Vanaf september worden dienaangaande bijeenkomsten georganiseerd met Frankrijk en met Nederland.

une gestion commune de crise en cas d'accident nucléaire. La même démarche a été entreprise vis-à-vis de la France, avec laquelle des rencontres sont organisées depuis le mois de septembre, et les Pays-Bas.

Mme Cécile Thibaut (Ecolo). – Je vous remercie pour votre réponse. J'entends bien que vous attendez les expertises. Cattenom se trouve à vingt-cinq kilomètres d'Athus et à quarante kilomètres d'Arlon. Vous annoncez donc un protocole d'accord avec le Grand-Duché et la Belgique. Je pense que c'est urgent.

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – C'est chose faite.

Mme Cécile Thibaut (Ecolo). – J'ai cru comprendre que la rencontre aurait lieu au mois de septembre.

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – Nous avons signé l'accord avec les Luxembourgeois lors du sommet qui s'est tenu au mois de mai. Nous avons déjà des plans communs. Nous sommes en train de les renforcer et de faire des exercices avec la France et les Pays-Bas. En ce qui concerne les Pays-Bas, c'est aussi prévu pour le mois de septembre.

Demande d'explications de Mme Helga Stevens à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «les contrôles de l'utilisation abusive des cartes et des places de stationnement réservées aux personnes handicapées» (n° 5-3688)

Mme Helga Stevens (N-VA). – *En juin, la police limbourgeoise a procédé à des contrôles supplémentaires portant sur l'utilisation abusive de cartes de stationnement pour personnes handicapées. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une campagne provinciale à laquelle non seulement l'administration provinciale mais aussi les deux parquets apportent leur total soutien.*

Il est frappant de constater que ce type d'action émane toujours du niveau local ou tout au plus provincial. Il s'agit pourtant d'une problématique qui touche l'ensemble de la Flandre et de la Wallonie. Les comportements délictueux des contrevenants occasionnent de nombreux problèmes pratiques aux personnes qui en sont victimes. Certaines sources indiquent qu'un tiers des places réservées aux personnes handicapées sont indûment occupées.

A l'approche des vacances d'été, le problème est à nouveau d'actualité, certainement dans les villes et régions touristiques, comme la côte.

La ministre peut-elle envisager des efforts supplémentaires afin de contrer ce phénomène au niveau fédéral ? Est-elle disposée à lancer une campagne nationale pour lutter contre ce problème persistant ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances. – *Les zones de police locales organisent de plus en plus d'actions ciblées contre les véhicules occupant des places réservées aux personnes*

Mevrouw Cécile Thibaut (Ecolo). – *Ik dank de minister voor haar antwoord. Ik noteer dat ze op de deskundigenverslagen wacht. Cattenom ligt op 25 kilometer van Athus en op 40 kilometer van Aarlen. De minister kondigt een protocolakkoord aan tussen het groothertogdom Luxemburg en België. Ik denk dat de tijd dringt.*

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – *Het akkoord is al gesloten*

Mevrouw Cécile Thibaut (Ecolo). – *Ik had begrepen dat de ontmoeting in september gepland was.*

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – *De overeenkomst met Luxemburg werd ondertekend op de top die in mei plaatsvond. We hebben al gezamenlijke plannen. We gaan die nog verder uitbreiden en de concrete samenwerking met Frankrijk en Nederland aanvatten. Wat Nederland betreft, zou dat ook in september gebeuren.*

Vraag om uitleg van mevrouw Helga Stevens aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «de controles op het misbruik van parkeerkaarten en parkeerplaatsen voor personen met een handicap» (nr. 5-3688)

Mevrouw Helga Stevens (N-VA). – *In juni heeft de Limburgse politie extra gecontroleerd op het misbruik van een parkeerkaart voor personen met een handicap. Deze actie kadert in een provinciale campagne waaraan naast het provinciebestuur ook de twee parketten hun volledige medewerking verlenen.*

Opvallend bij deze acties en verwante controles, zoals het vaststellen van misbruiken bij parkeerplaatsen voor wagens die personen met een handicap vervoeren, is dat ze altijd uitgaan van een lokaal of hoogstens provinciaal initiatief. Nochtans is de problematiek een wederkerend fenomeen in heel Vlaanderen en Wallonië. Dit zorgt dan ook voor buitengewoon veel overlast en praktische problemen voor de personen die slachtoffer zijn van het wangedrag van de overtreders. Volgens sommige bronnen zou een derde van deze parkeerplaatsen onrechtmatig worden ingenomen.

Met het begin van de zomervakantie is het probleem opnieuw actueel, zeker in toeristische steden en regio's, zoals de kust.

Kan de minister een extra inspanning leveren om dit probleem op federaal niveau tegen te gaan? Wil ze een nationale campagne opzetten om dit hardnekkige probleem te bestrijden?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – *De lokale politiezones organiseren meer en meer gerichte acties tegen voertuigen die op plaatsen voor personen met een handicap,*

handicapées sans disposer de de la carte spéciale. Dans la nouvelle loi relative aux SAC, les sanctions sont élargies aux infractions en matière de stationnement. Les autorités locales disposeront donc de possibilités supplémentaires pour mener des actions complémentaires et imposer des sanctions.

Ce contrôle accru ainsi qu'une politique de verbalisation plus sévère conduiront nécessairement à une augmentation des constats et des procès-verbaux. Le lancement d'une campagne nationale sur un tel thème relève toutefois de l'IBSR et du secrétaire d'État à la Mobilité. Je vais lui demander s'il peut mettre sur pied des actions ou campagnes complémentaires dans le cadre de la politique de prévention et de la communication.

Mme Helga Stevens (N-VA). – *Je remercie la ministre de sa réponse. J'espère qu'elle s'attellera à ce problème avec le secrétaire d'État à la Mobilité. Je suivrai certainement l'évolution de ce dossier.*

Demande d'explications de Mme Helga Stevens à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances sur «l'utilisation d'interprètes en langue des signes lors des communications de crise» (n° 5-3700)

Mme Helga Stevens (N-VA). – *Les personnes sourdes et malentendantes sont, en cas de catastrophe ou de crise, plus difficiles à atteindre que la plupart des autres. Elles n'ont pas accès à la radio qui est pourtant un important média lors des communications de crise. La télévision ne leur est accessible que de manière limitée, beaucoup de programmes en direct n'étant pas sous-titrés. Pourtant, les personnes sourdes et malentendantes sont sur un pied d'égalité avec les autres et ont droit à un plein accès à l'information, en particulier, en situation de crise.*

Dans notre pays, des progrès ont été accomplis avec des services tels que les SMS d'urgence permettant d'atteindre les services d'urgence ou les alarmes par SMS pour les sourds et malentendants. Cette approche présente toutefois de grandes limites.

Certaines situations m'inspirent encore des questions. Les services d'urgence ne sont en effet qu'un radar lors des communications de crise.

Cela ressort également des événements qui ont eu lieu pendant et après la catastrophe ferroviaire de Wetteren impliquant un transport de produits chimiques. En l'occurrence, le problème dépassait le simple fait de contacter les services d'urgence ; il est apparu la nécessité d'une communication entre l'autorité et les services d'aide, d'une part, et le citoyen, d'autre part, tant en ce qui concerne les premiers secours après l'accident et l'évacuation qu'en ce qui concerne les risques éventuels. Il est dès lors essentiel d'informer correctement et complètement tous les citoyens par le biais d'une communication transparente.

Dans les pays anglo-saxons tels que les États-Unis et l'Australie, il est d'usage de faire appel à des interprètes en

maar die niet voorzien zijn van de speciale kaart. In het nieuwe wetsontwerp betreffende de GAS-boetes worden deze boetes uitgebreid tot de parkeerinbreuken. Hierdoor krijgen de lokale autoriteiten meer middelen om aanvullende acties te voeren en sancties op te leggen.

Dit verhoogde toezicht en een strenger verbaliseringsbeleid leiden logischerwijze tot een toename van de vaststellingen en van de opgestelde processen-verbaal. Het opzetten van een nationale sensibiliseringscampagne betreffende deze problematiek behoort echter tot de bevoegdheid van het Belgisch Instituut voor verkeersveiligheid en van de staatssecretaris voor Mobiliteit. Ik zal hem vragen of hij, in het kader van het preventiebeleid en de communicatie, aanvullende acties kan ondernemen of campagnes kan opzetten.

Mevrouw Helga Stevens (N-VA). – Ik dank de minister voor haar antwoord. Ik hoop dat ze samen met de staatssecretaris voor Mobiliteit het probleem zal aanpakken. Ik zal deze zaak zeker blijven opvolgen.

Vraag om uitleg van mevrouw Helga Stevens aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over «het inzetten van tolken gebarentaal bij crisiscommunicatie» (nr. 5-3700)

Mevrouw Helga Stevens (N-VA). – Doven- en slechthorenden zijn in het geval van een ramp of crisis moeilijker te bereiken dan de meeste andere mensen. Ze hebben geen toegang tot de radio, nochtans een belangrijk medium voor crisiscommunicatie. Ook televisie is maar beperkt toegankelijk voor hen: veel live programma's zijn niet ondertiteld. Nochtans moeten doven en slechthorenden op gelijke voet staan met anderen en hebben ze recht op volledige toegang tot informatie, zeker in crisissituaties.

In ons land worden er stappen in de goede richting gedaan met diensten als een nood-sms, om de nooddiensten te kunnen bereiken, of een alarm-sms voor doven en slechthorenden. Deze aanpak heeft echter grote beperkingen.

Over sommige zaken zit ik nog met vragen. Nooddiensten zijn immers maar één radar bij crisiscommunicatie.

Dat bleek ook uit de gebeurtenissen tijdens en na de trein- en giframp in Wetteren. Hier oversteeg de problematiek het contacteren van de nooddienst; er was nood aan een uitgebreide communicatie tussen overheid en de hulpverlening, enerzijds, en de burger, anderzijds, zowel over de eerste hulp na het ongeval en de evacuatie als over de mogelijke risico's en de vele vragen in de nasleep. Het is dan ook van groot belang dat alle burgers correct en volledig geïnformeerd worden dankzij een heldere communicatie.

In Angelsaksische landen zoals de Verenigde Staten en Australië is het een standaardpraktijk dat tolken gebarentaal in crisissituaties worden ingezet bij de officiële communicatie van gezagdragers. Dat was bijvoorbeeld het geval bij de doortocht van de orkaan in New York en de verwoestende tornado's in het middenwesten van de VS. Op tv-beelden is zeer duidelijk te zien dat er een tolk gebarentaal naast de

langue des signes lors des communications officielles de crise faites par les autorités. C’était par exemple le cas lors du passage de l’ouragan à New York et des tornades destructrices aux États-Unis. Les images diffusées à la télévision montraient clairement un interprète en langue des signes à côté du représentant (bourgmestre ou gouverneur) de l’autorité, afin que toutes les informations puissent être directement communiquées aux téléspectateurs malentendants. Certes, le sous-titrage télétexte est important mais en cas d’émissions retransmises en direct, il est souvent incomplet ou passe au second plan pour des raisons techniques.

Compte tenu de l’engagement de la Belgique en matière d’insertion et de l’importance d’informer les citoyens sourds et malentendants, complètement et rapidement, la ministre est-elle disposée à vérifier comment on peut recourir à des interprètes en langue des signes, tant néerlandaise (Vlaamse Gebarentaal) que belge francophone, pour communiquer lors des situations de crise ? Quelles démarches la ministre entreprendra-t-elle à cet égard ? Se concertera-t-elle le cas échéant avec les communautés en la matière ?

Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre de l’Intérieur et de l’Égalité des Chances. – *Je suis favorable à l’idée de faire vérifier par mes services conjointement avec des interprètes, tant en langue des signes flamande qu’en langue des signes belge francophone, comment ces interprètes peuvent intervenir lors des communications de crise, afin de pouvoir informer, complètement et rapidement, les citoyens sourds et malentendants. Sur la base de ces discussions, des accords pourront être conclus, en fonction des possibilités, sur des démarches ou initiatives ultérieures.*

Il serait intéressant de recruter des interprètes en langue des signes pour nos centres de crise. En cas de crise, le message pourrait alors également être transmis en langue des signes par le biais de la télévision. Je prendrai contact avec le secrétaire d’État en charge des personnes handicapées afin que nous puissions nous concerter avec les organisations spécialisées en la matière.

Mme Helga Stevens (N-VA). – *Je remercie la ministre de bien vouloir examiner attentivement la question. La police fédérale a créé un groupe de travail « Le geste qui sauve ». Pour autant que je sache, il existe toujours. La ministre pourrait peut-être recueillir des informations sur une éventuelle coopération visant à rendre la communication de crise plus accessible aux personnes sourdes et malentendantes. Je suis disposée à l’y aider ; elle peut toujours me contacter pour de plus amples informations.*

(La séance est levée à 11 h 40.)

Requalification en question écrite avec remise de la réponse

– Demande d’explications de M. Karl Vanlouwe à la vice-première ministre et ministre de l’Intérieur et de l’Égalité des Chances sur « la cybersécurité et la cyberdéfense » (n° 5-3585) (QE 5-9462)

gezagsdrager – de burgemeester of de gouverneur – staat, zodat alle informatie meteen live in gebarentaal kan worden omgezet en doorgegeven aan de dove kijkers. Bijkomend is het belangrijk te noteren dat teletekstondertiteling ook belangrijk is, maar in geval van live uitzendingen vaak onvolledig is of zelfs achterwege blijft om van technische redenen.

Is de minister, gezien het engagement van België om in te zetten op inclusie en gezien het belang om ook dove en slechthorende burgers volledig en snel te informeren, bereid om na te gaan hoe de tolken gebarentaal, zowel Vlaamse Gebarentaal als *Langue des signes belge francophone*, kunnen worden ingezet in de crisiscommunicatie? Welke stappen wenst de minister hierbij te ondernemen? Zal ze hierover indien nodig overleg plegen met de gemeenschappen?

Mevrouw Joëlle Milquet, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen. – Ik vind het een goed idee om mijn diensten samen met tolken gebarentaal, zowel Vlaamse Gebarentaal als *Langue des signes belge francophone* te laten nagaan hoe deze tolken kunnen worden omgezet voor crisiscommunicatie, zodat ook dove en slechthorende burgers volledig en snel kunnen worden geïnformeerd. Op basis van dat gesprek, kunnen dan, afhankelijk van de mogelijkheden, afspraken worden gemaakt over verdere stappen of initiatieven.

Het zou interessant zijn om tolken gebarentaal voor onze crisiscentra aan te werven. Als zich dan een crisissituatie voordoet, kan daarover ook via gebarentaal op tv gecommuniceerd worden. Ik zal contact opnemen met de staatssecretaris bevoegd voor Personen met een handicap, zodat we samen overleg kunnen plegen met de ter zake gespecialiseerde organisaties.

Mevrouw Helga Stevens (N-VA). – Ik dank de minister voor haar bereidheid om dit nader te bekijken. Bij de federale politie was er een werkgroep met de naam “Het reddend gebaar”. Voor zover ik weet bestaat die werkgroep nog steeds. De minister kan er misschien informatie inwinnen over mogelijke samenwerking om de crisiscommunicatie beter toegankelijk te maken voor dove en slechthorende mensen. Ik wil de minister daar graag bij helpen; ze mag steeds contact met mij opnemen voor verdere informatie.

(De vergadering wordt gesloten om 11.40 uur.)

Herkwalificatie als schriftelijke vraag met overhandiging van het antwoord

– Vraag om uitleg van de heer Karl Vanlouwe aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over “de cyberveiligheid en cyberdefensie” (nr. 5-3585) (SV 5-9462)

-
- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none">– Demande d’explications de M. Bert Anciaux à la vice-première ministre et ministre de l’Intérieur et de l’Égalité des Chances sur « le caractère éventuellement punissable de l’utilisation de gaz lacrymogène par les forces de l’ordre » (n° 5-3657) (QE 5-9464)– Demande d’explications de M. Bart De Nijn à la vice-première ministre et ministre de l’Intérieur et de l’Égalité des Chances sur « les mesures de protection des travailleurs âgés à la police » (n° 5-3723) (QE 5-9465)– Demande d’explications de M. Karl Vanlouwe à la vice-première ministre et ministre de l’Intérieur et de l’Égalité des Chances sur « la cyberattaque du serveur des sites internet de la police locale » (n° 5-3730) (QE 5-9466)– Demande d’explications de M. Bart De Nijn à la vice-première ministre et ministre de l’Intérieur et de l’Égalité des Chances sur « le statut du personnel des corps de pompiers » (n° 5-3758) (QE 5-9467) | <ul style="list-style-type: none">– Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over “de mogelijke strafbaarheid van het gebruik van traangas door de ordediensten” (nr. 5-3657) (SV 5-9464)– Vraag om uitleg van de heer Bart De Nijn aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over “de beschermingsmaatregelen van oudere werknemers bij de politie” (nr. 5-3723) (SV 5-9465)– Vraag om uitleg van de heer Karl Vanlouwe aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over “de cyberaanval op de server van de websites van de lokale politie” (nr. 5-3730) (SV 5-9466)– Vraag om uitleg van de heer Bart De Nijn aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over “het personeelsstatuut van de brandweerkorpsen” (nr. 5-3758) (SV 5-9467) |
|--|---|